46ième Congrès annuel

Le Canada à 150 ans :
Le retour de l'histoire pour le droit international

Crédit : Ottawa Tourism / Tourisme Ottawa

2 et 3 novembre 2017 |Ottawa

Canadian Council on International Law
Conseil canadien de droit international

www.ccil-ccdi.ca

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Lieu du Congrès : sauf indication contraire, toutes les activités du Congrès auront lieu au 111, promenade Sussex, Ottawa. La réception du jurisconsulte aura lieu au 125, promenade Sussex.

Connexion Wifi : gratuite et disponible dans les salles de réunion. Le code d'accès est disponible au comptoir d'inscription.

Suivez le CCDI sur Twitter : @CCIL_CCDI, veuillez partager les faits saillants #ccil2017

L'interprétation simultanée est disponible à la salle Victoria. Les unités de traduction se trouvent à l'arrière de la salle.

La lettre (A) ou (F) après la biographie d'un conférencier indique s'il donnera sa présentation en anglais ou en français.

Des comptes-rendus des séances seront préparés par des étudiant(e)s en droit et disponibles sur le site du CCDI dans les plus bref délais.

Les présentations des conférenciers seront disponibles dès que possible dans les prochaines semaines.

Bien que ce soit peu probable, il se peut que des médias assistent au Congrès. Des photos et des vidéos pourraient être prises lors du Congrès et subséquemment utilisées par le CCDI, notamment sur le site Internet du CCDI.

Crédits de formation professionnelle
Le panel 2A « Les questions de déontologie et de responsabilité professionnelle dans la pratique du droit international » est agréée par le Barreau du Haut Canada pour une heure et demie de crédits professionnels.

Les séances du jeudi et du vendredi sont agréées par le Barreau de la Colombie-Britannique pour jusqu'à 12 heures et 30 minutes de crédits professionnels.

Le Barreau du Québec reconnaît automatiquement les heures agréées par le Barreau de la Colombie-Britannique aux fins des exigences en matière de formation professionnelle continue obligatoire en vertu de la section « Formation reconnue automatiquement ».

Bourse John P. Humphrey
Le Conseil canadien de droit international octroie chaque année un maximum de trois bourses John Peters Humphrey dans les domaines du droit international des droits de la personne ou des organisations internationales.

Les bourses sont accordées à des étudiants au parcours exceptionnel afin de leur permettre de poursuivre des études supérieures à temps plein dans des institutions de renom au Canada ou à l'étranger. Les étudiant(e)s inscrit(e)s dans des facultés canadiennes de droit ou de science politique (ou l'équivalent) peuvent poser leur candidature. Date limite : 1 décembre 1 2017. Consultez ww.ccil-ccdi.ca pour de plus amples renseignements.

Devenez membre du CCDI : Votre inscription au Congrès inclut votre adhésion au CCDI qui est valide jusqu'à la fin du Congrès 2018. Vous connaissez quelqu'un qui devrait devenir membre? Le tarif régulier pour une adhésion annuelle est de 85$, et 25$ pour les étudiant(e)s.

PROGRAMME EN BREF

jeudi 2 novembre 2017			
8 h	18 h	Inscription au congrès	Foyer Victoria
8 h	9 h	Service de café	Salon Ottawa
9 h	10 h 35	Allocution d'ouverture par la Présidente du CCDI Panel plénière : Le Canada et le droit international @150 ans : le passé, le présent et le futur	Salle Victoria
10 h 35	10 h 55	Pause-café	Salon Ottawa
10 h 55	12 h 25	1A : Que signifient « les accords de libre-échange progressifs »? La politique du commerce international du Canada dans une ère d'hostilité contre la mondialisation	Salle Victoria
		1B : Les réponses canadiennes aux atrocités massives	Bytown
		1C : Développements clés en 2017 de l'Annuaire canadien de droit international	Freiman-Guigues
12 h 25	13 h 40	Déjeuner buffet et réseautage	Ottawa A-C
		Déjeuner buffet et « Parlons carrières » (pré-inscription obligatoire)	Algonquin
13 h 40	14 h 40	Discours par le conférencier d'honneur : Charles N. Brower L'adoption du Canada d'un tribunal permanent en matière d'investissement par l'UE : brillance ou bêtise?	Salle Victoria
14 h 45	16 h 15	2A : Les questions de déontologie et de responsabilité professionnelle dans la pratique du droit international	Salle Victoria
		2B : Évaluer le rendement canadien pour tenir les compagnies extractives responsables des violations graves des droits de l'homme	Bytown
		2C : Apprendre de l'histoire afin de résoudre les défis actuels du droit international de l'investissement	Freiman-Guigues
16 h 15	16 h 30	Pause-café	Salon Ottawa
16 h 30	18 h 00	3A : La durée de vie d'un accord de libre-échange : les révisions de l'ALÉNA	Salle Victoria
		3B : Le Canada à 150 ans : Les traités internationaux dans la réalisation et le remodelage du Canada	Bytown
		3C : 150 ans des lois de la guerre	Freiman-Guigues
1 8 h15	20 h 00	Réception du jurisconsulte d'Affaires mondiales Canada	125, prom. Sussex
vendredi le 3 novembre 2017			
8 h	15 h	Inscription au congrès	Foyer Victoria
8 h	9 h	Service de café	Salon Ottawa
9 h	10 h 30	4A : La négociation des traités internationaux par le Canada : vers une diversification effective des acteurs?	Salle Victoria
		4B : Un manuel de droit international applicable aux usages militaires de l'espace : une collaboration internationale afin d'apporter le passé au futur	Bytown
		4C : Le compromis, la coopération et la mise en œuvre et le développement du droit des océans au 21ème siècle	Freiman-Guigues
10 h 30	10 h 50	Pause-café	Salon Ottawa
10 h 50	12 h 20	5A : Les systèmes de justice militaire comme mécanismes d'imputabilité pour faire respecter le droit des conflits armés	Salle Victoria
		5B : Le retour du droit pénal transnational	Bytown
		5C : Le rôle du Canada dans le droit international environnemental : le passé, le présent et le futur	Freiman-Guigues
12 h 20	13 h 35	Déjeuner buffet et réseautage	Ottawa A-E
12 h 50	13 h 35	Assemblée générale annuelle du CCDI	Bytown
13 h 35	14 h 35	Discours par la conférencière d'honneur : Dinah Shelton La démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit	Salle Victoria
14 h 35	15 h 15	Remise des prix : Prix pour un juriste du secteur public et la Médaille John E. Read	Salle Victoria
15 h 15	15 h 30	Pause-café	Salon Ottawa
15 h 30	17 h	6A : Enfin des droits pour les peuples autochtones? Faire progresser le DNUDPA au niveau mondial et local	Salle Victoria
		6B : La PI et le droit du commerce international : les leçons tirées de *Eli Lilly* et *AstraZeneca*	Bytown
		6C : Développements cruciaux du droit international	Freiman-Guigues

MOTS DE BIENVENUE

PRÉSIDENTE DU CCDI

Bonjour à vous tous et bienvenue au congrès annuel du CCDI.

Je tiens à remercier tous ceux qui ont rendu ce congrès possible, y compris nos commanditaires, nos conférenciers, nos participants et nos bénévoles. J'aimerais également souligner le dévouement et le travail exceptionnel accompli par les organisateurs, Dan Moore, Allison Saunders et Dean MacDougall ainsi que le Secrétariat du CCDI, Leeanne Akehurst et Michelle Lawrence pour leur appui et soutien logistique. Enfin, un merci spécial à tous nos membres. L'existence du CCDI a été rendue possible grâce à votre support et engagement au cours des 46 dernières années.

À tous nos membres: il s'agit de *votre* association et nous voulons qu'elle reflète vos besoins et vos priorités. Je vous invite donc à me faire part de votre vision du CCDI et à vous impliquer afin que nous puissions organiser des activités qui vous intéressent.

Aux nouveaux membres: Le CCDI va bien au-delà du congrès annuel. Il favorise le rassemblement d'une communauté de droit international et encourage un dialogue et un échange de points de vue entre les juristes, les universitaires et les organisations de droit international. Chaque année, nous soutenons les étudiants en octroyant des bourses d'études telle que la bourse John Peters Humphrey et nous reconnaissons la contribution distinguée au droit international en décernant la médaille John E. Read et le prix pour un juriste du secteur public. Le CCDI participe également à l'initiative Quatre Sociétés en collaboration avec la Société américaine de droit international (ASIL), la Société australienne et néo-zélandaise de droit international (ANZSIL) et la Société japonaise de droit international (JSIL) en vue d'encourager la recherche en droit international et la présentation de travaux . Cette année, le CCDI a participé à la recherche et sélection de personnes qualifiées en collaboration avec le Bureau juridique d'Affaires mondiales Canada en vue d'une nomination au sein du Groupe national canadien de la Cour permanente d'arbitrage.

Tout au long de l'année, le CCDI organise et finance des conférences sur le droit international telles que la conférence sur le droit international humanitaire qui a eu lieu le 27 octobre en Saskatchewan et la conférence sur l'égalité des sexes, la gouvernance et la primauté du droit qui se tiendra à Ottawa le 23 janvier 2018.

Nous espérons que vous trouverez le congrès intéressant. Au plaisir de vous voir et de discuter avec vous.

Marie-Claude Boisvert

COPRÉSIDENTS DU CONGRÈS

Bienvenue au congrès annuel du CCDI! Le thème de cette année est **le Canada à 150 ans : Le retour de l'histoire pour le droit international**.

En 2017, le Canada se trouve dans un contexte mondial qui semble être de plus en plus précaire. Les principes clés et les institutions de l'ordre juridique international qui ont persistés depuis la fin de la seconde guerre mondiale se trouvent de plus en plus contestés par des États puissants, des puissances émergentes, des mouvements populistes, des organisations non gouvernementales et des sociétés multinationales. Des questions fondamentales se posent dans tous les domaines du droit international sur la manière dont le cadre juridique et les institutions internationales peuvent être remodelés.

Les conférenciers d'honneur et les groupes d'experts examineront plusieurs de ces questions fondamentales. Du droit d'autochtone au négociations actuelles de l'ALÉNA, de l'impact des sociétés transnationales sur les droits de l'homme aux règles sur l'utilisation militaire de l'espace, et du rôle historique du Canada en droit international à notre rôle futur dans un monde instable, ce congrès vise à adresser les nombreux défis auxquels le droit international fait face afin de permette au droit international de s'adapter à la réalité actuelle.

Les coprésidents du congrès remercient toutes les personnes et institutions qui ont rendu ce congrès possible. Cela inclut les conférenciers d'honneur, prof. Dinah Shelton et le juge Charles N. Brower, ainsi que tous les conférenciers et modérateurs. Cela inclut également les commanditaires (listés sur la couverture arrière) et Affaires mondiales Canada. Les coprésidents du congrès remercient l'équipe Intertask Conferences, particulièrement Leeanne Akehurst, pour leur travail. Finalement, la présidente et les administrateurs du CCDI ont joué un rôle crucial, notamment Marie-Claude Boisvert, Adela Maciejewski Scheer et Anik Beaudoin. Nous félicitons les lauréats des prix de 2017 du CCDI: Anne Daniel, récipiendaire du Prix du secteur public, et prof. Armand de Mestral, récipiendaire de la Médaille John E. Read.

Profitez bien du congrès! N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires, soit en personne ou par écrit, en remplissant le sondage qui sera envoyé par courriel après le congrès.

Dean MacDougall, Dan Moore et Allison Saunders

CONFÉRENCIERS D'HONNEUR

Jeudi 2 novembre | 13 h 40 – 14 h 40

Charles N. Brower

Au cours de ses 55 années de carrière dans le domaine juridique, **l'Honorable Charles N. Brower**, a combiné une large pratique au sein du barreau et au sein du service public, tant national qu'international, avec en particulier 35 ans dans les domaines du droit international public et du règlement des différends internationaux. Le juge Brower a passé quatre ans au Département d'État (1969-1973), en tant que jurisconsulte par intérim. Depuis 1983, il siège en tant que juge au Tribunal des réclamations Iran-États-Unis à La Haye, Pays-Bas (à plein temps entre 1984 à 1988). Il a interrompu ses fonctions pendant quelques mois en 1987, alors qu'il œuvrait en tant que Conseiller spécial du président Reagan à la Maison Blanche. Depuis 2001, le juge Brower siège de nouveau à plein temps à titre de juge du Tribunal et depuis 2014 il siège également à titre de juge *ad hoc* de la Cour internationale de justice.

Le juge Brower a siégé en tant que juge *ad hoc* à la Cour interaméricaine des droits de l'Homme, a été membre du panel d'experts de la Commission de compensation des Nations Unies à Genève (UNCC), et membre du panel des conciliateurs et arbitres du Centre international pour les règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) (membre du Groupe de la Banque Mondiale). Il a représenté divers gouvernements dans des procédures devant la Cour internationale de justice et il est membre du panel des arbitres d'un certain nombre d'institutions arbitrales au travers le monde. En tant que conseiller et arbitre il a mené des cas sur les 6 continents, principalement dans le cadre d'ICC, UNCITRAL, LCIA, AAA, UNCC, ICSID, SCC, ARIAS et LMAA. Le juge Brower a servi comme Président de la Société américaine de droit international, gouverneur de l'Association du barreau américain, Président de l'Institut de l'arbitrage international et sur le Conseil exécutif de l'Association du droit international. En 2009, le juge Brower a reçu la prestigieuse médaille Manley O. Hudson de la Société américaine de droit international pour « érudition et accomplissements prééminents en droit international… sans égard à la nationalité ».

Vendredi 3 novembre | 13 h 35 – 14 h 35

Dinah Shelton

Professeure Dinah Shelton est professeure émérite Manatt/Ahn à la faculté de droit de l'Université George Washington. Elle a servi comme membre de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (2010-2014) et en tant que présidente de la Commission en 2010. Professeure Shelton est l'auteure de trois livres ayant remportés des prix: *Protecting Human Rights in the Americas* (coécrit avec Thomas Buergenthal), *Remedies in International Human Rights Law*, et les trois volumes de l'*Encyclopedia of Genocide and Crimes against Humanity*. Elle est également l'auteure de plusieurs articles et livres en droit international, droits humains et droit international de l'environnement.

Professeure Shelton est membre du Comité de rédaction de l'*American Journal of International Law*. Elle a été consultante juridique pour des organisations internationales et siège sur le comité de nombreuses organisations de droits humains ou relatives à l'environnement. En 2006, la professeure Shelton a reçu le prix Elisabeth Haub pour le droit de l'environnement et en 2013 le prix Goler Butcher en droits humains. Elle a reçu le titre de Docteur *honoris causa* de l'Université de Stockholm en 2012 et de la Pazmany Peter Catholic University de Budapest en 2014.

Récipiendaire du Prix pour un juriste du secteur public

Anne Daniel est avocate générale au sein de l'équipe de droit international public de la Section du droit international, administratif et constitutionnel du ministère de la Justice Canada. Elle travaille au ministère de la Justice depuis 35 ans et donne des conseils sur les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) depuis environ 25 ans, principalement dans le domaine du mercure, des déchets dangereux, des rejets en mer, des produits chimiques, de la biodiversité, de la biosécurité, des ressources génétiques, de la pollution de l'air, de la responsabilité, de la conformité et des questions de gouvernance du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Elle a fait partie de nombreuses délégations canadiennes à titre de conseillère et de négociatrice, y compris pour négocier plusieurs AME. Elle a été chef de délégation et a présidé un grand nombre de réunions et de groupes de négociation des Nations Unies, notamment lors des négociations de la *Convention de Minamata sur le mercure*, qui entrera bientôt en vigueur. Elle a aussi présidé la négociation de mécanismes de conformité et a présidé ou été membre des comités de conformité de plusieurs traités. Elle a récemment présidé le premier Comité d'évaluation de l'efficacité de la *Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants* chargé d'examiner à quel point la Convention atteint ses objectifs.

Mme Daniel a publié des articles dans divers domaines, notamment dans le domaine de la conformité, de la responsabilité, des rejets en mer, des produits chimiques, des déchets dangereux et des ressources génétiques. Elle a offert de la formation au nom du PNUE à des collègues internationaux sur la présidence de réunions des Nations Unies sur les produits chimiques et au nom du PNUE et de l'Université de l'Est de la Finlande sur la négociation d'AME et sur la question de l'efficacité des traités. Elle a aussi offert de la formation aux employés d'Environnement et Changement climatique Canada et de Santé Canada sur les AME, y compris à l'aide de simulations de négociations. Elle a donné des conférences à diverses facultés de droit, notamment à l'Université de Kobe au Japon, ainsi qu'un cours sur la négociation et la mise en œuvre d'AME à son *alma mater*, la Faculté de droit de l'Université de Windsor.

Mme Daniel a aussi été active au sein du CCDI au fil des ans, en tant que membre de l'Exécutif et participante et organisatrice de panels et du déjeuner en droit international de l'environnement au congrès annuel.

Mme Daniel est titulaire d'un LLB de l'Université de Windsor (1981) et d'un LLM de l'Université d'Ottawa (1997). Elle est membre du Barreau de l'Ontario depuis 1983.

Récipiendaire de la médaille John E. Read

Armand de Mestral est Professeur émérite à l'Université McGill et est titulaire de la Chaire Jean Monnet en droit. Il est *Senior Fellow* au Centre for International Governance Innovation (CIGI) depuis 2014. Professeur de Mestral a été le Codirecteur de l'Institut d'études européennes des Universités de Montréal et McGill (2002-2008) et avant cela a été le Directeur par intérim de l'Institut de droit aérien et spatial de l'Université McGill (1998-2002). Il a écrit et publié de très nombreuses contributions. Parmi ses publications, on trouve *Second Thoughts: Investor-State Arbitration between Developed Democracies* (coauteur, 2017), *Improving International Investment Agreements* (coauteur, 2012), *International Law* (coauteur, 7th édition, 2006) and *Law and Practice of International Trade* (2ème édition, 1999).

Professeur de Mestral a été membre de groupes de règlement des différends de l'OMC, de l'ALE CAN-EU et de l'ALENA. Il était l'un des membres de la délégation du Canada auprès de la troisième conférence de l'ONU sur le droit de la mer (1973-1980) qui a conduit à l'adoption de l'importante Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Il a également été consultant dans le cadre de la CCE (ALENA) et de la commission du droit du Canada. Il a également été Président de la Société nationale canadienne de la Croix-Rouge (1999-2001).

Professeur de Mestral a été nommé Membre de l'Ordre du Canada le 28 décembre 2007.

PROGRAMME

JEUDI 2 NOVEMBRE

8 h – 18 h Inscription ouverte

8 h – 9 h Service de café

Salon Ottawa

9 h – 9 h 05 Allocution d'ouverture par la Présidente du CCDI

Salle Victoria

9 h 05 – 10 h 35 Séance plénière
Le Canada et le droit international @150 ans : le passé, le présent et le futur

Salle Victoria

Alors que le Canada célèbre le 150e anniversaire de la Confédération de 1867, d'éminents universitaires et praticiens du droit international vont discuter des contributions du Canada au droit international ainsi que de l'impact juridique du travail du Canada au sein des organisations internationales. Le Programme de recherche en droit international du « Centre for International Governance Innovation » (CIGI) recueille des contributions qui reflètent les réussites et les échecs du Canada en droit international et qui considèrent quelles sont les occasions du Canada d'agir comme chef de file en droit international aujourd'hui et dans le futur. Les contributions au projet de livre « Reflections » couvrent tout un éventail de sujets liés au Programme de recherche en droit international, dont le droit international économique, le droit de l'environnement, le droit de la propriété intellectuelle et le droit autochtone. En examinant diverses perspectives dans le domaine du droit international, ce panel offrira une vue d'ensemble du projet et discutera de l'héritage du Canada en droit international, de son statut actuel et de son potentiel à façonner l'avenir du droit international.

Modératrice
Oonagh Fitzgerald, CIGI (A)

Centre for International Governance Innovation

Conférenciers
Bernard Colas, CMZK (A, F)
Stéphane Beaulac, Université de Montréal (A, F)
Brenda L. Gunn, Université du Manitoba, (A)
Adelle Blackett, Université McGill (F, A)
Mark Jewett, Bennett Jones LLP (A)

10 h 35 – 10 h 55 Pause-café

Salon Ottawa

10 h 55 – 12 h 25 SÉANCES SIMULTANÉES 1

Groupe d'experts 1A – Que signifient « les accords de libre-échange progressifs »? La politique du commerce international du Canada dans une ère d'hostilité contre la mondialisation

Salle Victoria

Dans un contexte d'opposition du public aux nouveaux accords économiques internationaux, le gouvernement canadien s'est lancé dans un programme commercial « progressif » visant à aligner davantage les accords commerciaux sur les intérêts d'un large éventail de parties prenantes. La session examinera si les accords commerciaux considérés comme « progressifs » représentent un véritable changement par rapport aux pratiques antérieures et explorera les options pour une refonte plus radicale des accords économiques internationaux, qui prendrait pleinement en compte de leurs effets redistributeurs aux niveaux national et mondial.

Modérateur
Nicolas Lamp, Université Queen's (A)

Conférenciers
Meredith Lilly, Université Carleton (A)
Dan Ciuirak, Ciuriak Consulting Inc. (A)
Robert Brookfield, Affaires mondiales Canada (A)

Groupe d'experts 1B – Les réponses canadiennes aux atrocités massives

Bytown

En raison d'une convergence de divers facteurs, la demande de responsabilité pour les atrocités de masse dépasse l'offre de beaucoup. Les tribunaux internationaux que le Canada a investis historiquement, et qu'il a aidé à propulser sur la scène internationale, seraient aujourd'hui en « crise ». Alors que le Canada a toujours été un chef de file en matière de mise en cause de la responsabilité pour les crimes internationaux, son *leadership* est aujourd'hui plus nécessaire que jamais. Commanditée par la Subvention de partenariat du CRSH, *Renforcer la justice pour les crimes internationaux : un partenariat canadien*, le panel examinera le rôle que le Canada peut jouer dans l'accomplissement de la justice et de la responsabilité pour les atrocités de masse - tant au pays qu'à l'étranger.

Modératrice
Amanda Ghahremani, PCJI (A)

Conférencières
Fannie Lafontaine, Université Laval (A, F)
Valerie Oosterveld, Université Western (A)
Hannah Woolaver, Université du Cap (A)
Linda Bianchi, Justice Canada (A)

Groupe d'experts 1C – Développements clés en 2017 de l'Annuaire canadien de droit international

Freiman-Guigues

Les membres de ce panel, auteurs de chroniques annuelles dans l'*Annuaire canadien de droit international,* exposeront un cas ou développement clé qui figurera dans leurs chroniques respectives pour 2017. Les sujets abordés comprennent les développements récents dans le système interaméricain des droits de l'homme, le droit du commerce international et les arrêts canadiens invoquant le droit international public et privé.

Modérateur
John Currie, Université d'Ottawa (A, F)

Conférenciers
Elise Hansbury, Université du Québec à Montréal (F)
Bernard Duhaime, Université du Québec à Montréal (F)
Charles-Emmanuel Côté, Université Laval (F)
Gib van Ert, Cour suprême du Canada (A, F)
Joost Blom, Université de la Colombie-Britannique (A)

12 h 25 – 13 h 40 Déjeuner buffet et réseautage

Ottawa ABC

12 h 45 – 13 h 40 Parlons carrières

Algonquin

Une occasion d'apprendre et de poser vos questions à ceux qui ont poursuivi une carrière en droit international, et ce dans plusieurs domaines.

Bennett Jones

13 h 40 – 14 h 40 Conférencier d'honneur Charles N. Brower

Présenté par Yves Fortier, Cabinet Yves Fortier
Salle Victoria

L'adoption par le Canada d'un « système juridictionnel des investissements » inspiré de l'UE : clairvoyance ou absurdité?

Actuellement, la question la plus cruciale en ce qui concerne le règlement des différends entre les États hôtes et les investisseurs étrangers est de savoir si le système d'arbitrage entre investisseurs et États devrait être remplacé par un système juridictionnel des investissements inspiré de l'UE. Aujourd'hui, les investisseurs étrangers et les États hôtes jouent des rôles équivalents dans la constitution de tribunaux arbitraux *ad hoc* qui statuent sur leurs différends. Le système juridictionnel des investissements en revanche, qui fait maintenant partie de l'AECG, se compose uniquement de juges nommés par l'État, ce qui laisse les investisseurs plaignants sans aucun rôle en ce qui concerne la composition de la juridiction. Cette conférence d'honneur portera sur une comparaison des mérites des deux systèmes pour déterminer si l'adoption de l'AECG par le Canada relève de la clairvoyance ou de l'absurdité.

14 h 45 – 16 h 15 SÉANCES SIMULTANÉES 2

Groupe d'experts 2A – Les questions de déontologie et de responsabilité professionnelle dans la pratique du droit international

Salle Victoria

Agréé par le Barreau du Haut-Canada pour 1.5 heures de contenu de professionnalisme.

Ce panel va considérer des questions d'éthique et de professionnalisme pouvant se produire lors de la pratique du droit international. Le panel discutera des sujets suivants: le rôle de la confidentialité et le secret professionnel en travaillant pour une organisation internationale, avec une attention particulière aux informations sensibles dans le cadre des crimes de guerre et les violations des droits de l'homme; des questions d'éthique et de professionnalisme auxquelles font face les avocats de droit international dans le secteur public; les aspects éthiques des négociations dans le contexte de l'Accord de Paris et les aspects éthiques de la gouvernance des institutions financières.

International Law Association ILA CANADA

fpc agréée

Modérateur
Konstantia Koutouki, Université de Montréal (A)

Conférenciers
Christopher Waters, Université de Windsor (A)
Kevin R. Gray, Affaires mondiales Canada (A)
Marie-Claire Cordonier Segger, CDIDD (A)
Mark Jewett, Bennett Jones LLP (A)

Groupe d'experts 2B – Évaluer le rendement canadien pour tenir les compagnies extractives responsables des violations graves des droits de l'homme

Bytown

De nombreux rapports allèguent des liens entre des sociétés extractives canadiennes qui opèrent dans des pays en voie de développement et des violations des droits de l'homme

graves, ce qui engagerait la responsabilité criminelle si ces violations étaient commises au Canada. L'ONU et le système interaméricain de promotion et de protection des droits de l'homme ont demandé au gouvernement Canadien de prendre de l'action législative afin de s'assurer que les sociétés extractives canadiennes avec des opérations à l'étranger ne causent pas de violations des droits de l'homme ou d'autres préjudices graves, et que des recours efficaces pour les victimes soient disponibles. Ce panel est commandité par le Partenariat canadien pour la justice internationale et financé par le Conseil de recherches en sciences humaines. Il va évaluer la performance du Canada au niveau de tenir les compagnies canadiennes dans le secteur minier et dans le secteur du gaz et du pétrole responsables pour les violations graves des droits de l'homme associées avec leurs activités à l'étranger.

Modérateur
François Larocque, Université d'Ottawa (A, F)

Conférenciers
Alain-Guy Sipowo, Université McGill (F)
Amanda Ghahremani, PCJI (A)
Penelope Simons, Université d'Ottawa (A)

Groupe d'experts 2C – Apprendre de l'histoire afin de résoudre les défis actuels du droit international de l'investissement

Freiman-Guigues

Célébration de l'entrée en vigueur de la Convention de la Maurice sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités.

États et les parties intéressées s'opposent sur la portée des droits des investisseurs et sur la bonne manière et juridiction pour le règlement des différends. Or, peu de différends dans ce domaine sont inédits. Ce panel examinera l'historique controversé du droit international de l'investissement, de la Commission des réclamations États-Unis-Mexique jusqu'à la négociation de l'ALÉNA, afin de distiller les leçons en tirées qui peuvent aider à résoudre les défis actuels du droit international de l'investissement.

Modérateur
Wolfgang Alschner, Université d'Ottawa (A)

Conférenciers
Jason Yackee, Université du Wisconsin (A)
Taylor St John, Université d'Oxford (A)
Heather Bray, Université d'Amsterdam (A)

16 h 15 – 16 h 30 Pause-café

Salon Ottawa

16 h 30 – 18 h SÉANCES SIMULTANÉES 3

Groupe d'experts 3A – La durée de vie d'un accord de libre-échange : les révisions de l'ALÉNA

Salle Victoria

Chaque époque a sa vérité et les accords internationaux doivent s'adapter. Ce panel examinera la fragilité des accords de libre échange au fil du temps, comment on peut s'assurer de leur survie, et comment on peut y apporter des changements. Comment peut-on rédiger un accord de libre échange qui survivra au long terme? Les institutions sont essentielles et l'ALÉNA en manque, contrairement à l'UE ou l'AECG. Les États-Unis sont maintenant en train de mettre de la pression sur l'ALÉNA, mais l'ALÉNA a 25 ans et il doit s'adapter aux changements de situation. Que veulent les trois gouvernements parties à cette négociation et que veulent-ils retenir de manière essentielle?

Modératrice
Debra Steger, Université d'Ottawa (A)

Conférenciers
Armand de Mestral, Université McGill (A, F)
Hugo Perezcano Díaz, CIGI (A, F)
David A. Gantz, Université de l'Arizona (A)

Groupe d'experts 3B – Le Canada à 150 ans : Les traités internationaux dans la réalisation et le remodelage du Canada

Bytown

Les traités internationaux aident à créer un ordre international fondé sur des règles et affectent la paix et la sécurité; le transport des personnes et des marchandises, par les voies terrestres, maritimes et aériennes; le commerce et l'investissement; l'environnement; les frontières maritimes; les droits de l'homme; et plus encore. Les accords internationaux affectent comment les États interagissent diplomatiquement et comment ils règlementent leurs différends. Depuis la première conception de ce pays, le Canada a toujours compté sur les traités. Suite à un survol rapide de l'activité canadienne des derniers 50 ans envers les traités, les panelistes vont discuter des traités internationaux historiques de leurs domaines d'expertise et comment ces accords pourraient être refaçonnés dans les années à venir.

PROGRAMME

Le groupe d'experts va conclure avec une discussion sur le rôle des traités internationaux dans l'avenir.

Modérateur
Gary Luton, Affaires mondiales Canada (A, F)

Conférenciers
Roland Legault, Affaires mondiales Canada (A, F)
Béatrice Maillé, Affaires mondiales Canada (A, F)
Alain Tellier, Affaires mondiales Canada (A, F)
Kenneth Wong, Affaires mondiales Canada (A)

Groupe d'experts 3C – 150 ans des lois de la guerre

Freiman-Guigues

Fermé aux médias et dirigé selon la règle de Chatham House
De la bataille de Solférino de 1859 qui donna naissance à la Croix rouge jusqu'à la bataille de Mossoul de 2017, les lois de la guerre ont évolué afin de répondre à tous les défis. Dans ce panel, trois experts de réputation internationale dans l'histoire et la pratique du droit international humanitaire vont examiner l'actualité de ce corpus de droit qui vise à maintenir l'humanité dans un domaine périlleux, ainsi que la contribution canadienne à ce domaine.

Modératrice
Ellen Policinski, CICR (A)

Conférenciers
François Bugnion, CICR (A)
Marco Sassòli, Université de Genève (A)
Paul Frost, Cabinet du Juge-avocat général (A)

18 h 15 – 20 h RÉCEPTION
Offerte par le jurisconsulte d'Affaires mondiales Canada
125, prom. Sussex, A9

VENDREDI 3 NOVEMBRE

8 h – 15 h Inscription ouverte

8 h – 9 h Service de café
Salon Ottawa

9 h – 10 h 30 SÉANCES SIMULTANÉES 4

Groupe d'experts 4A – La négociation des traités internationaux par le Canada : vers une diversification effective des acteurs?

Salle Victoria

Séance de la Société québécoise de droit international (SQDI) au CCDI
Ce panel discutera de la diversification des acteurs impliqués dans la négociation des traités internationaux par le Canada. Les panélistes vont adresser le nouveau rôle des provinces dans la négociation des accords de libre échange par l'exemple de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'UE; la compétence constitutionnelle sur les relations internationales; la participation des organisations non gouvernementales aux traités internationaux qui traitent de l'environnement et les droits de l'homme et l'importance des contributions par des entreprises aux négociations des traités internationaux dans un climat d'affaires et un monde en voie de changement.

Modératrice
Geneviève Dufour, Université de Sherbrooke (F)

Conférenciers
Patrick Leblond, Université d'Ottawa (F)
Maxime St-Hilaire, Université de Sherbrooke (F)
Gaëlle Breton-Le Goff, Université du Québec à Montréal (F)
Jean-Simard, Association de l'Aluminium du Canada (F)

Groupe d'experts 4B – Un manuel de droit international applicable aux usages militaires de l'espace : une collaboration internationale afin d'apporter le passé au futur

Bytown

Ce groupe d'experts répondra à la question posée par des spécialistes à travers le monde : comment développer un manuel largement accepté qui clarifie les règles fondamentales applicables aux utilisations militaires de l'espace en temps de paix, de tension et de guerre? Alors que les traités et les règles portant sur l'utilisation de l'espace ont été créés il y a plus de 40 ans, plusieurs aspects de ces règles portant sur les actions militaires dans cet environnement ont été élaborés de façon générale dans l'ignorance de l'évolution future de la technologie.

Modératrice
Elle Agnew, Agence spatiale canadienne (A)

Conférenciers
Rob Holman, Cabinet du Juge-avocat général (A)
Gilles Doucet, Spectrum Space Security Inc. (A)
Bayar Goswami, Université McGill (A)

Groupe d'experts 4C – Le compromis, la coopération et la mise en œuvre et le développement du droit des océans au 21ème siècle

Freiman-Guigues

La Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) est remarquable parce que son existence dépendait d'un niveau de compromis sans précédent entre des objectifs nationaux et des philosophies contradictoires. Pourtant, la CNUDM a réussi en tant que régime compréhensif et coopératif qui a pu résister à l'épreuve du temps. Ce panel examinera le compromis et la coopération dans la mise en œuvre future de la CNUDM ainsi que la négociation et le développement de nouveaux instruments juridiques et comment ceux-ci sont liés à des questions d'actualité, telles que la transformation de l'océan Arctique par les changements climatiques, la conservation et la gestion de la diversité biologique dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale, le plateau continental et les ressources minérales des fonds marins, la conservation et la gestion des mammifères marins, et la recherche scientifique marine basée sur la technologie qui a avancé de manière significative depuis la négociation de la CNUDM.

Modérateur
Cameron Jefferies, Université de l'Alberta (A)

Conférenciers
Anna-Maria Hubert, Université de Calgary (A)
Aldo Chircop, Université Dalhousie (A)
David VanderZwaag, Université Dalhousie (A)

10 h 30 – 10 h 50 Pause-café

Salon Ottawa

10 h 50 – 12 h 20 SÉANCES SIMULTANÉES 5

Groupe d'experts 5A – Les systèmes de justice militaire comme mécanismes d'imputabilité pour faire respecter le droit des conflits armés

Salle Victoria

Ce panel fournira une perspective globale et comparative sur les approches différentes utilisées dans les systèmes de justice militaires créés par des lois domestiques dans le but de promouvoir et d'assurer le respect du droit international humanitaire dans les opérations militaires. En retraçant l'évolution historique de plusieurs de ces systèmes, ce panel offrira une meilleure idée de l'histoire de ces systèmes et de leur avenir.

Modérateur
David Antonyshyn, Cabinet du Juge-avocat général (A)

Conférenciers
Bas van Hoek, Royal Netherlands Air Force (A)
Lars Stevnsborg, Service des poursuites militaires, Danemark (A)
Bruce MacGregor, Cabinet du Juge-avocat général (A)

Groupe d'experts 5B – Le retour du droit pénal transnational

Bytown

Alors que l'expression «droit pénal transnational» est d'origine récente, le régime du traité sur la répression du crime sur lequel ce champ est fondé existe depuis le XIXe siècle. Au cours des dernières décennies, de nombreux nouveaux traités de suppression sont entrés en vigueur pour lutter contre la criminalité transnationale. Cependant, l'accent mis par la communauté internationale sur la poursuite des crimes internationaux devant les tribunaux internationaux au cours des dernières décennies a déformé l'image du système de justice pénale « international » (au sens du droit international public lié à la répression de la criminalité). À la lumière de l'évolution de la politique internationale actuelle, de l'isolationnisme manifesté par de nombreux États et de ce « retour de l'histoire », ce panel se questionne à savoir si le moment est approprié pour « un retour au droit pénal transnational ».

University of Windsor

Modérateur
Christopher Waters, Université de Windsor (A)

Conférenciers
Rob Currie, Université Dalhousie (A)
Joanna Harrington, Université de l'Alberta (A)
Jeff Johnston, Justice Canada (A)
Sara Wharton, Université de Windsor (A)

Groupe d'experts 5C – Le rôle du Canada dans le droit international environnemental : le passé, le présent et le futur

Freiman-Guigues

Pour de nombreux observateurs, l'élection de Justin Trudeau en 2015 a placé le Canada dans une excellente position pour

jouer un rôle de premier plan dans des dossiers clés du droit international de l'environnement, tel que la lutte contre les changements climatiques. Cette attente n'a fait que croître avec l'élection de Donald Trump aux États-Unis en 2016. Quelles sont les occasions et les obstacles pour le Canada de jouer un rôle de leadership positif dans l'élaboration du droit international de l'environnement en période de grandes turbulences géopolitiques? Ce panel explorera la trajectoire de la participation du Canada à l'élaboration du droit international de l'environnement et examinera le rôle du Canada dans quelques négociations sur les questions environnementales internationales. Le panel mettra l'accent sur les contributions canadiennes à l'élaboration du droit international de l'environnement et examinera les possibilités de contribution continue.

Centre for International Governance Innovation

Modératrice
Silvia Maciunas, CIGI (A)

Conférenciers
Jutta Brunnée, Université de Toronto (A)
Anne Daniel (A)
Richard Ballhorn (A)
Dean Sherratt (A)

12 h 25 – 13 h 35 Déjeuner buffet et réseautage
Ottawa ABCDE

12 h 50 – 13 h 35 Assemblée générale annuelle du CCDI
Bytown

13 h 35 – 14 h 35 Conférencière d'honneur Dinah Shelton
Présentée par John Packer, Université d'Ottawa
Salle Victoria

La démocratie, les droits humains et l'État de droit
Les droits humains, la démocratie et l'État de droit sont souvent perçus comme les éléments essentiels d'une société juste, bien qu'ils puissent être générateurs de tension les uns envers les autres et qu'ils puissent mener à des disfonctionnements, si une emphase disproportionnée est mise sur l'un des trois éléments de ce triumvirat. Des aspects de chacun de ces éléments sont devenus partie prenante des droits humains: élections libres et démocratiques, procédure équitable, droit à réparation mais d'autres éléments importants restent mis de côté même s'ils sont essentiels à une bonne gouvernance. Ce discours explorera les trois éléments interdépendants permettant de créer une société ouverte et juste.

14 h 35 – 15 h 15 Remise des prix
Salle Victoria

Récipiendaire du Prix pour un juriste du secteur public : Anne Daniel
Présentée par Laurie Wright, Justice Canada

Récipiendaire de la médaille John E. Read : Armand de Mestral
Présenté par Céline Lévesque, Université d'Ottawa

La recherche de l'accord commercial idéal: ALÉA
Certains soutiennent que l'avenir de notre politique commerciale et industrielle sera la promotion de nouvelles technologies de production sur le plan interne et l'abandon des solutions multilatérales et régionales.

15 h 15 – 15 h 30 Pause-café
Salon Ottawa

15 h 30 – 17 h SÉANCES SIMULTANÉES 6

Groupe d'experts 6A – Enfin des droits pour les peuples autochtones? Faire progresser le DNUDPA au niveau mondial et local
Salle Victoria

Fermé aux médias et dirigé selon la règle de Chatham House

Modératrice
Marie-Claire Cordonier Segger, CDIDD (A)

Conférenciers
Sara Mainville, OKT (A)
Sandra Leduc, Justice Canada (A)
Merle Alexander, Gowling WLG (A)

Groupe d'experts 6B – La PI et le droit du commerce international : les leçons tirées de *Eli Lilly* et *AstraZeneca*
Bytown

Le panel discutera de la cause *Eli Lilly c. Canada* entreprise en vertu des règles d'arbitrage entre investisseurs et États du chapitre 11 de l'ALENA. Dans cette cause, Eli Lilly réclamait 500 millions de dollars pour l'invalidation de deux de ses brevets par les tribunaux canadiens par l'application de la « doctrine de la promesse ». La demande d'Eli Lilly fut rejetée par le tribunal arbitral en mars 2017. En juin 2017, la Cour

suprême du Canada a rendu un arrêt, *AstraZeneca c. Apotex*, dans lequel elle semblait rejeter et renverser la même « doctrine de la promesse ». Les panélistes seront invités à commenter sur la substance de la sentence arbitrale dans *Eli Lilly* à la lumière de la fonction de l'arbitrage entre investisseurs et États et du renversement subséquent de la « doctrine de la promesse ».

Modérateur
Ton Zuijdwijk, CIGI (A)

Conférenciers
Jeremy de Beer, Université d'Ottawa (A)
Shane Spelliscy, Affaires mondiales Canada (A)
Sanjay Venugopal, Justice Canada (A)
Bassem Awad, CIGI (A)

Groupe d'experts 6C – Développements cruciaux du droit international

Freiman-Guigues

Le panel examinera les développements récents du droit international de l'année passée. Organisé par le Groupe du droit international de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, ce panel comptera des professeurs spécialisés en droit international notamment en droit international humanitaire (les drones), droit international de l'investissement (la cour multilatérale de l'investissement) et droit international du maintien de la paix.

Modérateur
Pacifique Manirakiza, Université d'Ottawa

Conférenciers
Errol Mendes, Université d'Ottawa
Céline Lévesque, Université d'Ottawa
John Packer, Université d'Ottawa

uOttawa
Faculté de droit
Faculty of Law

NOTES

THE CANADIAN YEARBOOK OF
INTERNATIONAL LAW

VOLUME 55 2017 TOME 55

ANNUAIRE CANADIEN
DE DROIT INTERNATIONAL

CAMBRIDGE UNIVERSITY PRESS

Board of Editors/Comité de rédaction

Editor-in-Chief / Directeur
JOHN H. CURRIE
University of/Université d'Ottawa

Associate Editor / Directeur adjoint
RENÉ PROVOST
McGill University

Members of the Board / Membres du Comité
JOOST BLOM
University of British Columbia
VALERIE HUGHES
World Trade Organization
MAUREEN IRISH
University of Windsor
HUGH KINDRED
Dalhousie University
HON. EDWARD M. MORGAN
Superior Court of Justice of Ontario
FRANCE MORRISSETTE
Université d'/University of Ottawa
A. DONAT PHARAND, Q.C.
Université d'/University of Ottawa
ALAIN PRUJINER
Université Laval
LINDA C. REIF
University of Alberta
J. CHRISTOPHER THOMAS, Q.C.
National University of Singapore
STEPHEN TOOPE
University of Toronto
DANIEL TURP, M.P.
Université de Montréal

Honorary Editors / Directeurs honoraires
J.-G. CASTEL, Q.C.
York University
ARMAND DE MESTRAL
McGill University
HON. G.V. LA FOREST, Q.C.
Supreme Court of Canada
D.M. MCRAE
University of/Université d'Ottawa
JACQUES-YVAN MORIN
Université de Montréal

Assistants to the Editors / Assistants à la rédaction
JOANNA HARRINGTON
University of Alberta
FRÉDÉRIC MÉGRET
McGill University

THE CANADIAN YEARBOOK OF INTERNATIONAL LAW

Call for Papers

The Canadian Yearbook of International Law, published by Cambridge University Press, is a leading international academic journal covering both public and private international legal issues. Authors from Canada and around the world are invited to submit articles, notes and comments, in English or in French, that advance critical thinking in all areas of international law. Submissions for the next volume (volume 55, 2017) are due no later than 31 January 2018, although earlier submissions are encouraged as the *Yearbook* has a rolling acceptance policy and benefits from Cambridge Journals' "FirstView" feature, which allows completed pieces to be hosted online prior to their inclusion in a final print and online volume. Full submission instructions and other information can be found online at www.cambridge.org/cyil.

ANNUAIRE CANADIEN DE DROIT INTERNATIONAL

Appel de communications

L'*Annuaire canadien de droit international*, publié par Cambridge University Press, est une revue internationale réputée qui se spécialise dans les questions de droit international public et privé. Les auteures et auteurs, du Canada et de partout dans le monde, sont invités à soumettre des articles, des notes ou des commentaires, en français comme en anglais, qui mettent de l'avant une pensée critique dans tous les domaines du droit international. La date de tombée pour les soumissions pour le prochain tome (tome 55, 2017) est fixée au 31 janvier 2018, quoique l'*Annuaire* suit une politique d'acceptation continue et a accès à la fonction « FirstView » de Cambridge Journals, qui permet d'héberger des textes en ligne avant leur inclusion dans un tome final imprimé et en ligne. Des consignes pour la soumission de textes et d'autres informations se trouvent en ligne à www.cambridge.org/acdi.

Le Conseil canadien de droit international tient à remercier chaleureusement et exprimer toute sa gratitude à ses généreux commanditaires qui ont contribué au congrès annuel 2017.

Diamant

Centre for International Governance Innovation

Platine

The Professional Association of Foreign Service Officers | L'Association professionnelle des agents du Service extérieur

Or

Bennett Jones

Argent

CANADIAN RED CROSS CROIX-ROUGE CANADIENNE

ICRC

Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne | Human Rights Research and Education Centre

uOttawa
Faculté de droit
Faculty of Law

Bronze

University of Windsor